

Paris, 14 septembre 2016

1^{ère} Journée de la Francophonie économique et numérique

Allocution de

Mme Michaëlle Jean, Secrétaire générale de la Francophonie

Seul le texte prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Cette journée de la Francophonie économique et numérique est une première. Et comptez sur moi pour que ce ne soit pas la dernière.

Vous avez été nombreuses et nombreux à répondre à notre invitation, et, ainsi, à nous donner raison d'avoir voulu organiser cette rencontre du plus haut niveau, si j'en juge par les personnalités présentes dans cette salle.

Je vois de nombreux visages connus, amis, mais vous me pardonnerez, je l'espère, de ne pas toutes et tous vous saluer individuellement, de crainte d'en oublier certaines et certains, mais surtout d'allonger le temps de parole qui m'est imparti. Car c'est d'abord vous que nous avons envie d'entendre aujourd'hui.

Je veux donc tout simplement vous remercier, toutes et tous, et vous souhaiter la plus cordiale des bienvenues dans cette Maison de la Francophonie qui est aussi la vôtre.

Cette maison de la Francophonie que je veux largement ouverte sur l'extérieur, afin que tous les personnels de notre organisation, toutes les équipes et moi la première, nous puissions nous nourrir, faire notre miel des réflexions, des analyses, des préconisations, des projections développées par des penseurs et des acteurs venus d'horizons géographiques et professionnels les plus divers.

C'est cela aussi la diversité culturelle: la garantie d'une véritable diversité intellectuelle.

J'ajoute par ailleurs, et je le répète souvent, que nous devons résolument changer de paradigme de coopération.

Le temps des coopérations exclusivement intergouvernementales, qu'elles soient bilatérales ou multilatérales, est désormais révolu.

Nous avons besoin d'adapter nos modes de coopération à la configuration des nombreux centres de pouvoirs et d'action, apparus ces dernières années.

Désormais, c'est donc des coopérations « multipartenariales » que nous devons mettre en œuvre, des coopérations qui associent, tout à la fois, les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, les organisations internationales et régionales, les agences de développement et les organisations non gouvernementales, le secteur public et le secteur privé, les acteurs du monde de l'entreprise et de la finance. Tout ce que vous représentez ici, dans cette salle

A cet égard, la Francophonie, avec le formidable levier qu'est la langue française, est déjà solidement structurée en réseaux institutionnels et professionnels qui lui permettent de prendre toute la dimension du monde sur les cinq continents dans les secteurs les plus variés : réseaux de parlementaires, de maires, d'universitaires et de chercheurs, de médias, réseaux de jeunes et de femmes, réseaux dans le domaine des institutions de l'Etat de droit, des banques, de la société de l'information, et je l'espère, bientôt, réseau formel et performant d'entreprises, de TPE, TPI, PME et PMI .

Mais l'entre soi n'est pas la règle en Francophonie. Il faut que ces différents réseaux se croisent et s'entrecroisent toujours plus dans la poursuite d'objectifs communs.

Et l'exercice auquel nous nous livrons aujourd'hui en constitue, pour ainsi dire, les prémices.

Cher amis,

Pourquoi ce thème de réflexion : "Croissance partagée et développement responsable : les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone"?

D'abord, bien évidemment, parce qu'il s'agit du thème fort judicieusement choisi par les autorités de Madagascar qui accueilleront le XVI^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Francophonie, en novembre prochain, à Antananarivo. Et il était logique que nous en débattions en avant-première à l'occasion de cette journée économique et numérique.

Ce thème est d'autant plus pertinent qu'il s'inscrit dans la continuité du Sommet de Dakar de 2014 où l'accent avait été mis sur "les femmes et les jeunes, vecteurs de paix, acteurs de développement".

Cela signifie clairement les préoccupations et les priorités de la Francophonie: favoriser une croissance inclusive et partagée, un développement humain et économique durable et responsable, une transformation structurelle créatrice d'emplois pérennes, conditions de stabilité, de sécurité et de paix au sein de l'espace francophone et dans le monde.

Ce thème, en dernier ressort, traduit bien notre ambition de rechercher, proposer et coordonner, sur la base des valeurs de dialogue, de partage, de solidarité et de partenariat, des réponses collectives et des solutions proactives.

Notre ambition, et je voudrais qu'elle soit la vôtre aussi, est également d'activer ce formidable marché potentiel, ce vaste réseau d'expertises, cette diversité irremplaçable d'expériences, de modèles de développement, de capacités de faire, de produire, de créer, d'innover et d'inventer que constitue l'espace francophone, de l'Afrique aux Amériques, de l'Asie à l'Europe, du Moyen orient à l'Océan indien.

Et c'est cette ambition collective qui a inspiré l'adoption et la déclinaison concrète, sur le terrain, d'une stratégie numérique et, depuis 2014, d'une stratégie jeunesse et d'une stratégie économique pour la Francophonie.

Une stratégie économique pour la Francophonie! Le mot est lancé avec toutes les interrogations, l'étonnement voire parfois le scepticisme qu'il suscite... Cela dit, de moins en moins.

Alors j'entends : la Francophonie n'a-t-elle pas assez à faire dans ses domaines de prédilection politique et diplomatique, culturel, éducatif, désormais bien identifiés et reconnus par nos partenaires internationaux ?

Alors je vous le demande: que deviendrait la Francophonie à court ou moyen terme ?

Que deviendrait sa raison d'être, son âme, si, enfermée dans ses œillères et ses savoir-faire connus et reconnus, elle refusait, désormais, d'être au cœur de toutes les urgences du monde, de toutes les menaces et de tous les défis ?

Faut-il que j'évoque ces dizaines de millions de damnés de la terre, dont pour plus de moitié des enfants, qui fuient chaque jour les zones de conflit, la pauvreté extrême, ou les effets déjà dévastateurs du réchauffement climatique ?

Faut-il que je vous dise les réactions violentes de rejet dans les pays qu'ils traversent, dans les pays où ils s'installent, à défaut d'être dignement accueillis ?

Faut-il que j'évoque ces dizaines de millions de jeunes sans emploi, 25% en Europe , et plus encore dans les pays en développement, ces jeunes qui ont un sentiment d'impasse, d'un avenir bouché et que des organisations criminelles prennent dans leurs filets, allant jusqu'à les entraîner à commettre l'irréparable et à être les victimes d'une idéologie de haine et de mort ?

C'est l'une des plus grandes menaces à la sécurité et à la stabilité du monde.

Et il faudrait que la Francophonie s'en désintéresse ? Qu'elle détourne le regard ? Alors que nous sommes tous concernés, tous appelés à réagir, à agir, à nous mobiliser dans l'urgence comme dans le long terme ?

Si nous avons pris une part diplomatique active, si nous avons été force de proposition lors de tous les temps forts de l'année 2015 - je pense à la conclusion de l'Accord de Paris sur le climat, à l'adoption de l'Agenda 2030 et des nouveaux objectifs du développement durable, ou encore à la conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement - si nous sommes tant mobilisés, c'est parce que nous avons la conviction que nous devons faire entendre la voix de nos membres, particulièrement les plus vulnérables, que nous devons faire valoir la force de ce que nous sommes, - 80 États et gouvernements sur les 5 continents - de ce que nous représentons, - près de 20% du commerce mondial - et la force de ce en quoi nous croyons.

C'est le cas, aussi, lors des assemblées annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, qui sont l'occasion d'organiser une concertation des ministres francophones des finances.

C'est le cas, aussi, lors des conférences ministérielles de l'OMC. Et, en décembre dernier, la réunion à Nairobi a vu le lancement du réseau des ministres francophones du commerce. Ce réseau permettra de favoriser la concertation et le plaidoyer pour une insertion harmonieuse des pays francophones dans

l'économie mondiale, à un moment où l'intégration économique interrégionale et les enjeux liés aux accords commerciaux multipolaires sont des questions clés.

Ces actions, nous les menons en étroite partenariat avec l'Union africaine, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, la CEDA, et la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale, la CEEAC.

C'est le cas, enfin, lorsque, chaque année, nous menons, avec le Commonwealth, une action de plaidoyer et d'influence auprès de la présidence tournante du G20.

J'irai plus loin. Monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir. Eh bien, nous, nous contribuons, depuis des années, à l'essor économique de nos pays membres, sans le dire nommément.

En effet, nous pensons aussi en termes de renforcement de la stabilité indispensable à l'activité économique, lorsque nous accompagnons certains de nos pays dans les processus électoraux pour la tenue d'élections libres, fiables et transparentes.

Lorsque nous les aidons à créer ou à consolider les institutions de l'Etat de droit, à lutter contre la corruption, nous contribuons déjà à établir un climat apaisé, sécurisé, attractif, propice à l'investissement, apte à fournir des garanties, à engager des partenariats d'affaires, propice donc au développement.

De même, lorsque nous soutenons l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du droit des Affaires, l'OHADA, qui compte aujourd'hui 18 États parties, et qui constitue un outil considérable de simplification, un levier à même de favoriser le commerce, l'intégration économique entre pays d'Afrique francophone et plus largement entre pays de tout l'espace francophone.

Lorsque nous nous engageons à former 100 000 maîtres, professeurs et cadres, grâce à l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation que nous venons d'établir à Dakar.

Lorsque nous développons avec notre Agence universitaire qui rassemble plus de 800 universités, un méta-portail, intitulé IDNEUF, allez voir ce premier moteur de recherche de grande ampleur, conçu pour gérer des ressources pédagogiques et valoriser le patrimoine numérique libre d'accès en langue française, nous contribuons déjà à l'instauration d'une dynamique entrepreneuriale qui ne peut se faire sans un accès de toutes et de tous à une éducation et à une formation de qualité, tout au long de la vie.

Investir, c'est, pour nous, d'abord investir dans le capital humain.

Lorsque nous nous attachons, jour après jour, à inscrire l'espace francophone dans la révolution numérique à l'œuvre à l'international; lorsque nous aidons au renforcement des écosystèmes nationaux pour faciliter le développement d'environnements favorables à l'édifice d'une société de l'information ouverte, plurielle, transparente et démocratique, dans une perspective de diversité culturelle et linguistique et d'insertion dans l'économie numérique; lorsque nous soutenons le développement de biens communs numériques en français; lorsque nous accompagnons les acteurs de l'innovation dans les démarches de valorisation de leurs initiatives, nous contribuons déjà au développement, nous engageons des synergies porteuses.

Je pourrais, vous savez, multiplier les exemples. Tout est là, tout est en marche.

Mais avec cette stratégie économique, nous avons décidé d'être plus ambitieux et plus opérationnels encore.

Nous avons décidé de poursuivre de front trois objectifs complémentaires destinés à renforcer les écosystèmes locaux, nationaux et régionaux.

Premier objectif: contribuer à l'insertion socio-économique des femmes et des jeunes, en soutenant l'entreprenariat, en déployant des incubateurs de TPE, TPI, PME, PMI dans des filières génératrices d'emplois stables et décents, dans des secteurs d'avenir, d'innovation et de développement responsable.

Je pense notamment aux secteurs de l'économie verte, de l'économie bleue, de l'agriculture durable, de l'économie sociale et solidaire, de l'économie de la culture ou de l'économie numérique.

Nous appuyons de manière structurante des chaînes de valeurs en favorisant aussi des opportunités de partenariat entre entrepreneurs de tout l'espace francophone dans des secteurs d'activités connexes.

Deuxième objectif: renforcer l'environnement entrepreneurial - institutionnel, normatif, stratégique, financier - introduire des labels et des certifications sur des standards de qualité, afin de faciliter la création et le développement d'entreprises formelles et d'aider les entrepreneurs à saisir les opportunités de croissance et de développement.

Troisième objectif: développer des plateformes d'échanges d'expérience et de bonnes pratiques sur l'emploi et l'entrepreneuriat, et surtout, je le disais, mettre en réseau les acteurs.

Je crois, à cet égard, à l'utilité, à la nécessité de répertorier, de cartographier les filières, les domaines, les expériences en marche dans l'espace francophone, nos solutions, nos capacités d'agir. Vous pourriez nous y aider.

Vous aurez l'occasion, durant cette journée, de voir concrètement ce que nous avons commencé de réaliser sur le terrain.

Mais nous en sommes au tout début de la déclinaison et de la mise en œuvre de ces stratégies économique et numérique.

Certaines actions doivent être pensées dans le long terme, et nous devons nous projeter, sans cesse, pour saisir et anticiper les évolutions de fond, en cours ou à venir, afin d'adapter notre vision stratégique et rendre nos actions de coopération plus efficaces et plus efficaces.

La coopération internationale a trop pâti, durant trop d'années, de ce manque de souplesse et d'adaptabilité. Et nous savons les dégâts que peuvent occasionner les certitudes péremptoires.

Nous comptons donc sur vous, je compte sur vous toutes et vous tous pour nous aider, durant cette première Journée, à mener, aussi, cette réflexion prospective.

Chers amis,

J'ai conscience d'avoir été longue, mais je ne peux conclure sans évoquer un point essentiel : celui de la langue que nous avons en partage.

Arrêtons, par pitié, de sous-estimer cet atout formidable qu'est pour nous la langue française. Les pays anglophones, lusophones, hispanophones ont bien compris que les relations d'affaires étaient d'abord structurées par la langue et le droit. Ils ont bien compris que parler la même langue, c'est l'assurance de parler le même langage, de partager des références culturelles, et de créer plus facilement une connexion, une complicité, un sentiment de confiance propice au dialogue, et bien sûr aux affaires et à la coopération. Et, croyez-moi, ils en tirent toutes les conséquences et tous les profits.

Alors arrêtons de nous tirer une balle dans le pied ! Mettons avec fierté, et sans complexe, notre belle langue commune au service de l'économie, du commerce et du développement. De toute façon, elle y est. Il se fait déjà beaucoup d'affaires en français et il en reste beaucoup plus encore à engager.

Je vous remercie et vous souhaite, pour le bien de la Francophonie et par conséquent le vôtre, des échanges fructueux et inspirés.